

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 mai 2006

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à l'instauration d'une allocation
majorée en faveur des ménages avec enfants**

(déposée par MM. Koen Bultinck,
Filip De Man, Hagen Goyvaerts et
Guy D'haeseleer)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 mei 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot invoering van een verhoogde
tegemoetkoming aan gezinnen met kinderen**

(ingediend door de heren Koen Bultinck,
Filip De Man, Hagen Goyvaerts en
Guy D'haeseleer)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Nécessité d'instaurer une allocation majorée en faveur des ménages

Une politique globale doit tenir compte avant tout de la cellule de base de notre société qu'est la famille. En tant qu'institution sociale, elle constitue en effet la base naturelle de toute société et est un élément important de notre civilisation.

Animée par la volonté de se pérenniser, chaque société a élaboré un cadre normatif, généralement légal, visant à générer des cellules familiales. Les normes imposées, conjuguées aux traditions, contribuent le plus souvent à sécuriser tant l'homme, la femme et les enfants dans leurs relations interpersonnelles que la société elle-même. Pour assurer sa continuité, la société doit pouvoir reposer sur cette structure de base solide qu'a toujours été la famille. Celle-ci a dès lors une importance considérable sur le plan social. La famille, qu'elle s'inscrive ou non dans le cadre d'un mariage, constitue pour l'homme le moyen par excellence de structurer la société la plus proche de lui au quotidien. Par ailleurs, la contribution que chaque famille apporte à la collectivité revêt une importance inestimable dans divers domaines. La famille est un fondement solide sur lequel peut s'appuyer le développement d'une société équilibrée, même s'il ne faut pas que la société la monopolise par le biais de l'État ou de la politique.

La famille est le reflet des valeurs fondamentales de notre civilisation et constitue dès lors le vecteur idéal pour le transfert de ses valeurs et de sa culture.

La mise en œuvre d'une véritable politique de la famille est une priorité absolue. Nous demandons que soit menée une politique qui prenne en compte la famille et qui préserve la place irremplaçable que la famille occupe dans notre société et, s'il y a lieu, la lui rende. Cette politique doit veiller à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux familles. Il faut que ces dernières aient à nouveau l'opportunité d'opérer certains choix. Il est impératif de mettre en œuvre une véritable politique familiale de qualité, qui tienne compte des souhaits et de la liberté de choix de tous les parents. Il y a lieu d'offrir un maximum de possibilités d'épanouissement aux familles.

Il est essentiel que les familles disposent à cette fin de moyens financiers et matériels suffisants. Pour pouvoir en juger, il convient de tenir compte de la composition du ménage, laquelle a une incidence sur les moyens

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. Noodzaak van een verhoogde tegemoetkoming aan gezinnen

Om een volledig en inclusief beleid te kunnen voeren, is er in de eerste plaats een beleid nodig dat rekening houdt met de hoeksteen van onze samenleving: het gezin. Het gezin als maatschappelijke instelling is immers de natuurlijke basis van elk samenleven; het is een belangrijk beschavingsgegeven.

Elke samenleving heeft onder invloed van de wil zichzelf te bestendigen een normatief, meestal wettelijk, kader uitgewerkt voor gezinsvorming. Meestal dragen de opgelegde normen, aangevuld door tradities, ertoe bij om zekerheid te verschaffen zowel voor de partners, de kinderen onderling, als voor de samenleving.

Een samenleving moet voor haar continuïteit kunnen steunen op de stevige basisstructuur die het gezin altijd al geweest is. Het gezin heeft dan ook maatschappelijk beschouwd een zeer grote betekenis. Het gezin, al dan niet in de vorm van een huwelijk, is de manier bij uitstek voor de mens om zijn meest nabije dagelijkse samenleving te ordenen. Tegelijkertijd is de bijdrage van elk gezin aan de gemeenschap op verschillende terreinen van groot belang. Het gezin is een stevige grondslag voor de bouw van een evenwichtige samenleving, zonder dat de samenleving via de Staat of de politiek evenwel het gezin moet monopoliseren.

Het gezin sluit aan bij de fundamentele waarden van onze beschaving, het is dan ook de ideale kern voor de waarde- en cultuuroverdracht.

Het voeren van een echte gezinspolitiek is dan ook een topprioriteit. We bepleiten een politiek die volledig rekening houdt met het gezin en die het gezin zijn onvervangbare plaats in onze samenleving laat en waar nodig teruggeeft. Het beleid moet ernaar streven en ervoor zorgen dat gezinnen niet worden benadeeld. Gezinnen moeten volledig alle kansen krijgen om bepaalde keuzen te kunnen maken. De uitbouw van een degelijk, kwaliteitsvol gezinsbeleid waarin rekening wordt gehouden met de wil en de keuzevrijheid van alle ouders moet voorrang krijgen. Aan de gezinnen moeten zo ruim mogelijke ontplooiingskansen worden geboden.

Een behoorlijke financiële en materiële draagkracht van het gezin is een belangrijk uitgangspunt voor het creëren van deze ontplooiingskansen. Bij de bepaling van de draagkracht moet er rekening worden gehou-

financiers et le niveau de vie de la famille. Il est indéniable que, d'un point de vue financier et matériel, le niveau de vie diminue si l'on a des enfants. Sur le plan purement matériel et financier, les possibilités de la famille s'en trouvent par conséquent réduites. Ces possibilités diminuent proportionnellement au nombre d'enfants. La présence d'enfants entraîne une baisse directe du niveau de vie.

Il est également manifeste que bon nombre de ménages décident d'avoir ou non des enfants et du nombre de ceux-ci en fonction de leur capacité financière. Le fait est que les enfants coûtent très cher. De nombreux ménages n'osent pas ou ne peuvent pas prendre de risque en raison de différents facteurs.

Il ressort de l'enquête «*Kind in Vlaanderen 2004*» de *Kind en Gezin* que de nombreux enfants vivent toujours dans un contexte d'insécurité économique. Environ 7% des enfants de moins de 12 ans faisant partie de familles biparentales vivent dans un ménage dont les fins de mois sont difficiles, voire très périlleuses. Environ 18% vivent dans un ménage qui s'en sort plutôt difficilement. Les enfants des familles monoparentales vivent généralement dans un ménage qui s'en sort très difficilement, difficilement ou plutôt difficilement. Cette constatation est grave et navrante. Faire en sorte que chaque famille reçoive sa part du bien-être général et de la prospérité générale constitue pourtant une mission essentielle des pouvoirs publics. Les familles avec enfants doivent, elles aussi, avoir l'opportunité de participer à cette prospérité et à ce bien-être. Il est par conséquent du devoir des pouvoirs publics de compenser efficacement et dans toute la mesure qui s'impose la perte de capacité financière dans le chef de ces familles. Cette compensation peut prendre la forme d'un soutien financier en faveur des familles avec enfants en général, mais surtout en faveur des familles avec enfants dont les ressources sont modestes. Il est indispensable et prioritaire que les pouvoirs publics interviennent, à titre de compensation, dans le coût des enfants.

Un État social actif doit se préoccuper en premier lieu de la famille, la place de l'enfant au sein de la famille devant être préservée et garantie par la communauté.

Il incombe aux pouvoirs publics de veiller, par une redistribution des revenus, à ce que chaque famille puisse participer à la prospérité et au bien-être dont profite la collectivité dans son ensemble. Cette redistribution doit s'effectuer dans le respect de la justice sociale.

den met de samenstelling van het gezin en de weerslag hiervan op zijn vermogen en levensstandaard. Gezinnen hebben immers kinderen. Het staat onbetwistbaar vast dat vanuit financieel en materieel oogpunt kinderen een daling van de levensstandaard tot gevolg hebben. Louter materieel en financieel beschouwd, leidt dat tot een beperking van de kansen van het gezin. Die beperking wordt groter naarmate het aantal kinderen toeneemt. De aanwezigheid van kinderen leidt tot een directe daling van de levensstandaard.

Het staat eveneens vast dat veel gezinnen zich bij de keuze van kinderen en het aantal kinderen laten leiden door de reële draagkracht van hun gezin. Kinderen kosten nu eenmaal veel geld. Vele gezinnen durven of kunnen door verschillende factoren geen risico's nemen.

Uit het onderzoek het «*Kind in Vlaanderen 2004*» van *Kind en Gezin* blijkt dat nog altijd veel kinderen in economische onzekerheid leven. Ongeveer 7% van de kinderen onder de 12 jaar in tweeoudergezinnen leeft in een gezin dat moeilijk tot zeer moeilijk rondkomt. Ongeveer 18% leeft in een gezin dat nogal moeilijk kan rondkomen. Kinderen in eenoudergezinnen leven meestal in een gezin dat zeer moeilijk, moeilijk of nogal moeilijk rondkomt. Dat is een ernstige en betreurenswaardige vaststelling. Nochtans is het een kerntaak van de overheid ieder gezin te laten delen in het algemene welzijn en in de algemene welvaart. Ook gezinnen met kinderen moeten kansen hebben om te kunnen delen in deze algemene welvaart en in dit algemeen welzijn. Het is dan ook een plicht het draagkrachtverlies op een voldoende en doeltreffende wijze te compenseren. Dat is mogelijk door een financiële ondersteuning van gezinnen met kinderen in het algemeen, maar voornamelijk van gezinnen met kinderen met een beperkte financiële draagkracht. Een compensatie doordat de overheid in de kosten van de kinderen tegemoetkomt, is hierbij noodzakelijk en moet voorrang krijgen.

Een actieve welvaartstaat dient in de eerste plaats aandacht te besteden aan het gezin, waarbij de plaats van het kind binnen het gezin door de gemeenschap beschermd en gewaarborgd moet worden.

Het is de plicht van de overheid via inkomensverdeling ervoor te zorgen dat ieder gezin in de algemene welvaart en in het algemeen welzijn kan delen. Dat dient te gebeuren op een sociaal rechtvaardige wijze.

De cette manière, les autorités aideront à compenser la perte de capacité financière à laquelle doivent faire face les ménages avec enfants et permettront à ces ménages d'offrir à leurs enfants les mêmes chances d'épanouissement que celles auxquelles ont droit les autres enfants. L'instauration d'une allocation spéciale en faveur des ménages avec enfants pourrait également avoir une influence positive sur le taux de natalité et permettre d'inverser la tendance à la baisse. Dans les années soixante, on enregistrait annuellement quelque 80 000 naissances en Flandre.

En 2004, l'Institut national de statistique en dénombrait 62 374, soit une très légère hausse après la baisse enregistrée les années précédentes. La part de la Flandre dans le nombre total de naissances est tombée de 56% en 1991 à 53% en 2004 (Source: Institut national de statistique, SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie).

Si cette évolution se poursuit, la population de la Flandre atteindra non pas 6 millions, mais 3,5 millions d'unités en 2040.

Il est manifeste qu'à long terme, cette évolution aura des répercussions catastrophiques, y compris sur le plan politique. Étant donné que le vieillissement de la population s'accroît du fait que les femmes mettent moins de 2,1 enfants au monde en moyenne, on risque d'être confronté, à terme, à une pénurie d'actifs. Si l'on parvient à faire en sorte que le taux moyen de natalité soit à nouveau de 2,1 enfants par femme, le taux ultime de vieillissement diminuera de manière significative. Il importe que ce rétablissement intervienne en temps utile, soit avant que le vieillissement atteigne son apogée.

S'il intervient trop tard, les jeunes, qui constitueront la nouvelle catégorie sociale tributaire de la population active, viendront s'ajouter à l'autre partie de la population en situation de dépendance, à savoir les pensionnés, ce qui créerait un déséquilibre particulièrement malsain entre les actifs et les inactifs (Source: Dr. Lesthaeghe, *De demografische problematiek: perspectieven op langere termijn*). Une politique de la famille faisant une place suffisante aux mesures destinées à aider les ménages peut apporter une solution à ce problème. Il faut aider les ménages qui souhaiteraient avoir plus d'enfants, mais n'osent pas franchir le pas en raison des lourdes charges financières et matérielles que cela entraîne. Il faut encourager les jeunes ménages à élargir la cellule familiale, par exemple par la création d'un climat fiscal favorable aux familles. Des interventions financières peuvent aussi avoir avant tout un effet incitatif.

Daardoor helpt de overheid het draagkrachtverlies van gezinnen met kinderen te herstellen en kunnen gezinnen met kinderen gelijkwaardige kansen ontplooiën. De invoering van een bijzondere tegemoetkoming aan gezinnen kan ook een positieve invloed hebben op het geboortecijfer en kan mee de negatieve evolutie helpen om te buigen. In de jaren zestig werden er jaarlijks in Vlaanderen ongeveer 80.000 kinderen geboren.

In 2004 waren er volgens het Nationaal Instituut voor de Statistiek 62 374 geboorten. Dit is na een daling tijdens de voorgaande jaren opnieuw een zeer lichte stijging. Het Vlaamse aandeel in de totale geboortestatistiek daalde van 56 procent in 1991 naar 53 procent in 2004. (Bron: Nationaal Instituut voor de Statistiek, FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie)

Indien deze evolutie zich blijft voortzetten, bestaat de bevolking in Vlaanderen tegen 2040 uit 3,5 miljoen in plaats van 6 miljoen burgers.

Dat zal op langere termijn onbetwistbaar tot allereerste rampzalige gevolgen, ook politieke gevolgen, leiden. Gezien de toenemende vergrijzing, wat het gevolg is van het feit dat er geen gemiddelde geboorte is van 2,1 kinderen per vrouw, dreigt er na verloop van tijd een tekort aan beroepsbevolking te ontstaan. Bij een herstel van het aantal geboorten tot het gemiddelde van 2,1 kinderen per vrouw vermindert de ultieme verouderingsgraad op een zeer significante wijze. Het is belangrijk dat dat herstel tijdig gebeurt, dit wil zeggen vóór de vergrijzingsgolf zich het meest manifesteert.

Anders zouden de jongeren, het nieuwe van de beroepsbevolking afhankelijke bevolkingsdeel, zich voegen bij het andere afhankelijke bevolkingsaandeel, de gepensioneerden en krijgen we een ongemeen ongezonde verhouding tussen de actieven en de niet-actieven (Bron: Dr. Lesthaeghe, *De demografische problematiek: perspectieven op een langere termijn*, 1991). Een gezinsbeleid dat voldoende aandacht schenkt aan gezinsvriendelijke maatregelen kan hiervoor een oplossing bieden. Gezinnen die graag meer kinderen wensen, maar vandaag het risico niet kunnen of durven te nemen vanwege de zware financiële en materiële gevolgen, moeten worden ondersteund. Jonge gezinnen moeten worden gestimuleerd tot gezinsuitbreiding. Dat kan bijvoorbeeld door een gunstig fiscaal klimaat voor gezinnen te scheppen. Financiële tegemoetkomingen kunnen in de eerste plaats ook een positieve stimulans zijn.

2. Les régimes actuels ne satisfont pas

Certaines mesures en vigueur à l'heure actuelle permettent d'accorder aux ménages une aide financière et fiscale, et visent à compenser les pertes de ressources. Ces mesures sont les suivantes:

a. Allocations familiales:

Montants mensuels au 1^{er} septembre 2005 pour:

- le premier enfant: 77,05 euros (indépendants: 39,19 euros)
- le deuxième enfant: 142,58 euros
- le troisième enfant: 212,87 euros.

Il y a en outre certaines allocations supplémentaires, telles que le supplément d'âge, les suppléments sociaux et les allocations supplémentaires pour enfant handicapé.

Les allocations familiales actuelles ne suffisent pas pour couvrir les dépenses minimales nécessaires pour élever des enfants. Pour les ménages disposant de moyens financiers limités, cette situation est extrêmement défavorable et constitue un obstacle supplémentaire à la concrétisation de leur désir d'avoir des enfants.

Nous avons déjà déposé des propositions de loi visant à augmenter le montant des allocations familiales et à supprimer la distinction selon qu'il s'agit du premier, du deuxième, du troisième enfant ou de chacun des enfants suivants. (Proposition de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, DOC 50 Chambre, 2003-2004, 0625/001. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants. DOC 51 0626/001, Chambre, 2003-2004).

b. Quotités du revenu exemptées d'impôt:

Le régime fiscal actuel (exercice d'imposition 2006, revenus 2005) prévoit une quotité de revenu exemptée d'impôt pour les enfants (chiffres: SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, 30.01.06):

- un enfant: 1 230 euros
- deux enfants: 3 160 euros
- trois enfants: 7 080 euros
- quatre enfants: 11 450 euros
- pour chaque enfant supplémentaire: + 4 370 euros.

2. Bestaande regelingen voldoen niet

Er gelden vandaag een aantal maatregelen waardoor gezinnen financieel en fiscaal worden ondersteund. Dat is een poging om het draagkrachtverlies te compenseren. Zo zijn er volgende maatregelen:

a. Kinderbijslag:

De maandelijkse bedragen op 1 september 2005 zijn voor:

- het eerste kind: 77,05 euro (zelfstandigen: 39,19 euro)
- het tweede kind: 142,58 euro
- het derde kind: 212,87 euro.

Daarnaast zijn er nog een aantal extra bijslagen, zoals de leeftijdsbijslag, de sociale bijslagen en de bijslagen voor gehandicapte kinderen.

De huidige kinderbijslagen zijn onvoldoende om de minimumkosten van kinderen te dekken. Voor gezinnen met beperkte financiële mogelijkheden is die situatie extra nadelig en is dat een extra hinderpaal voor de verwezenlijking van hun kindervens.

Voorstellen die de bedragen van de kinderbijslagen verhogen en niet langer een onderscheid maken tussen het eerste, tweede, derde en volgende kind werden door ons reeds ingediend. (Wetsvoorstel tot wijziging van de door het koninklijk besluit van 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, Kamer DOC 51 0625/001 2003-2004. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen. Kamer DOC 51 0626/001 - 2003-2004).

b. Belastingvrije sommen:

Het huidige belastingstelsel (aanslagjaar 2006, inkomen 2005) kent een belastingvrije som voor kinderen toe (cijfers: FOD Economie, KMO, Middenstand en energie dd. 30.01.06):

- één kind: 1 230 euro
- twee kinderen: 3 160 euro
- drie kinderen: 7 080 euro
- vier kinderen: 11 450 euro
- voor elk extra kind: + 4 370 euro.

Un supplément de 460 euros est accordé pour tout enfant qui n'a pas atteint l'âge de 3 ans au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition. Cette exonération ne peut être cumulée avec l'exonération pour garde d'enfant.

À première vue, ces montants paraissent corrects, mais il importe d'y apporter quelques nuances. En effet, les ménages à faibles revenus ne peuvent pas profiter pleinement de la déduction fiscale, vu que leur revenu est trop bas. Il s'agit, en quelque sorte, d'un revenu que l'autorité juge absolument insuffisant pour vivre et qui n'est dès lors pas imposé.

Il existe en outre certaines allocations en faveur principalement des ménages à revenus plus élevés. Il s'agit en effet de montants identiques de réduction d'impôt, pour un même nombre d'enfants, quel que soit le revenu. Dans ce cas-ci aussi, les ménages à faibles revenus n'en bénéficient pas, puisque souvent déjà, ils ne sont pas taxés. Personne n'osera nier que les possibilités de ces ménages sont réduites. Il importe dès lors de prévoir une allocation spéciale en faveur des ménages avec enfants et dont les moyens financiers sont limités.

Ainsi, cette catégorie de population pourra également avoir droit à une compensation pour les frais d'éducation des enfants. De telles mesures se justifient pleinement d'un point de vue social.

Les ménages qui gagnent trop peu pour entrer en ligne de compte pour profiter de ces quotités exemptées d'impôt doivent bénéficier d'une allocation spéciale.

3. Fixation de l'allocation majorée en faveur des ménages

En 2005, la *Gezinsbond* a publié une étude sur les dépenses minimales nécessaires pour élever des enfants. Sur la base d'un revenu mensuel de référence de 1 739,34 euros, les dépenses minimales pour élever un enfant s'élèvent à 377,63 euros en moyenne par mois. Étant donné que ces dépenses minimales augmentent à mesure que l'enfant grandit, on obtient le tableau suivant:

Âge	Dépenses minimales par enfant
0 à 5 ans	258,12 euros
6 à 11 ans	333,61 euros
12 à 17 ans	409,09 euros
18 à 24 ans	490,84 euros
Moyenne pondérée	377,63 euros

Een extra toeslag van 460 euro wordt toegekend voor ieder kind dat de leeftijd van 3 jaar niet heeft bereikt op 1 januari van het aanslagjaar. Die vrijstelling kan niet worden samengevoegd met de aftrek voor kinderopvang.

Deze bedragen lijken op het eerste gezicht behoorlijk, maar enige nuancering hierbij is belangrijk. Gezinnen met een laag inkomen kunnen immers niet ten volle van de belastingaftrek gebruik maken omdat hun inkomen te laag is. Dat wordt gelijkgesteld met een inkomen waarvan de overheid oordeelt dat het absoluut te laag is om van te leven, reden waarom het niet belast wordt.

Daarnaast zijn bepaalde tegemoetkomingen hoofdzakelijk in het voordeel van gezinnen met een hoger inkomen. Het gaat immers om identieke bedragen van belastingvermindering voor een zelfde aantal kinderen, onafhankelijk van het inkomen. Er is ook hier geen positief resultaat voor gezinnen met lagere inkomsten, die vaak reeds niet belastbaar zijn. Niemand zal durven te ontkennen dat de kansen van deze gezinnen beknot worden. Het is dan ook belangrijk in een bijzondere financiële ondersteuning te voorzien voor gezinnen met kinderen met een beperkte financiële draagkracht.

Zo kan ook deze categorie van de bevolking recht hebben op een compensatie in de kosten van kinderen. Dergelijke maatregelen zijn in een samenleving sociaal rechtvaardig.

Gezinnen die te weinig verdienen om in aanmerking te komen voor belastingvrije sommen, moeten een bijzondere tegemoetkoming krijgen.

3. Vaststelling van de verhoogde toelagen aan gezinnen

In 2005 pakte de *Gezinsbond* uit met een studie inzake de minimumkosten van kinderen. Op basis van een maandelijks referentie-inkomen van 1739,34 euro werd berekend dat de minimumkost van een kind gemiddeld 377,63 euro per maand bedraagt. Omdat de minimumkosten stijgen naarmate kinderen ouder worden, kwam men tot volgend beeld:

Leeftijd	Minimumkost van kind
0 tot 5 jaar	258,12 euro
6 tot 11 jaar	333,61 euro
12 tot 17 jaar	409,09 euro
18 tot 24 jaar	490,84 euro
Gewogen gemiddelde	377,63 euro

D'après la *Gezinsbond*: «Le montant des dépenses minimales pour élever un enfant correspond au revenu supplémentaire qu'un ménage percevant un revenu de base de 1 739,34 euros devrait en fait recevoir pour chaque enfant pour pouvoir maintenir son niveau de vie par rapport à un ménage sans enfant percevant le même revenu. Nous ne tenons pas compte ici des frais de garde ni des frais scolaires. Ce revenu supplémentaire est le résultat d'un calcul et peut être différent du montant réel que les ménages consacrent à leurs enfants. Il dépend du revenu effectif dont le ménage dispose. En outre, la situation est bien différente selon que le ménage compte deux ou cinq personnes.»

La *Gezinsbond* a dès lors soumis des propositions concrètes qui s'inscrivent toutes dans le cadre d'une réforme approfondie de la sécurité sociale:

«1. Les allocations familiales doivent au moins couvrir les dépenses minimales nécessaires pour élever des enfants. Cela signifie que les allocations familiales doivent, à terme, être portées à 377,66 euros en moyenne par mois. L'allocation familiale doit varier entre 258,12 et 490,84 euros, en fonction de l'âge de l'enfant. Pour réaliser cet objectif, les pouvoirs publics doivent développer un plan par étapes ambitieux.

2. Il convient d'instaurer un régime unique, selon lequel chaque enfant reçoit la même allocation familiale, quels que soient le statut professionnel et le revenu de ses parents.

3. Il convient de simplifier considérablement le régime des allocations familiales: une allocation familiale de base de 258,12 euros par enfant et seulement trois suppléments d'âge: 75,49 euros à 6 ans, 150,97 euros à 12 ans et 232,72 euros à 18 ans.

4. Les allocations familiales doivent être distraites de la sécurité sociale. Les pouvoirs publics doivent désormais financer les allocations familiales à l'aide de moyens généraux, en d'autres termes, à l'aide du produit des impôts.

5. La compétence en matière d'allocations familiales doit être transférée du niveau fédéral vers les Communautés.»

Soulignons à titre d'information que le *Gezinsbond* fait observer à cet égard que, tant que les allocations familiales ne couvriront pas au moins les dépenses minimales nécessaires pour élever les enfants, il y aurait lieu de renforcer les aides fiscales:

De *Gezinsbond*: «De minimumkost van een kind is het extra inkomen dat een gezin met een basisinkomen van 1 739,34 euro per kind eigenlijk zou moeten krijgen om zijn welvaartspeil te behouden ten opzichte van een kinderloos koppel met hetzelfde inkomen. Hier rekenen we de kosten voor kinderopvang en onderwijs niet bij. Dat extra inkomen is het resultaat van een berekening en kan afwijken van het werkelijke bedrag dat gezinnen aan hun kinderen besteden. Dat hangt af van het effectieve beschikbare gezinsinkomen. Bovendien is het een hemelsbreed verschil of je met vijf dan wel met twee met hetzelfde inkomen moet zien rond te komen.»

De *Gezinsbond* kwam dan ook tot concrete voorstellen die alle kaderen binnen een grondige hervorming van de sociale zekerheid:

«1. De kinderbijslagen moeten minstens de minimumkosten van kinderen dekken. Dat betekent dat de kinderbijslagen op termijn moeten verhogen tot gemiddeld 377,63 euro per maand. Afhankelijk van de leeftijd moet de kinderbijslag schommelen tussen 258,12 en 490,84 euro. Om deze eis te realiseren moet de overheid een ambitieus stappenplan ontwikkelen.

2. Er moet een eenheidsstelsel komen waarin elk kind een gelijke kinderbijslag ontvangt los van het beroepsstatuut én het inkomen van zijn ouders.

3. Het kinderbijslagstelsel moet sterk vereenvoudigen: één basiskinderbijslag van 258,12 euro voor elk kind en slechts drie leeftijdstoelagen: 75,49 euro op 6 jaar, 150,97 euro op 12 jaar en 232,72 euro op 18 jaar.

4. De kinderbijslagen moeten uit de sociale zekerheid gehaald worden. De overheid moet voortaan kinderbijslagen financieren uit algemene middelen m.a.w. via belastinggelden.

5. De bevoegdheid over kinderbijslagen moet overgeheveld worden van het federale niveau naar de Gemeenschappen.»

Ter informatie is het goed om weten dat de *Gezinsbond* hierbij de bedenking maakt dat zolang de kinderbijslagen niet minstens de minimumkosten van kinderen dekken, de fiscale tegemoetkomingen voor gezinnen met kinderen verbeterd dienen te worden:

1. Tous les enfants sont égaux. Les quotités exemptées d'impôt doivent donc être les mêmes pour chaque enfant, quel que soit son rang. Il faut toutefois éviter tout nivellement par le bas qui pénaliserait les familles nombreuses.

2. Le quotient conjugal doit être remplacé par un quotient familial, qui sera dorénavant réservé aux familles avec enfants et à celles qui s'occupent d'un parent dépendant. À cet effet, la clé de répartition devra passer à 60-40 et il conviendra d'appliquer une modulation familiale au montant maximum transférable.

3. Les familles qui ne font pas appel à une structure d'accueil pour leurs enfants en bas âge devraient pouvoir bénéficier d'un meilleur soutien. Il conviendrait à cet effet de prévoir une augmentation conséquente de la quotité forfaitaire supplémentaire exemptée d'impôt pour les enfants de moins de trois ans pour lesquels des frais de garde ne sont pas déduits fiscalement.

4. Eu égard à la suppression de la règle des deux tiers dans le Code de la route, il y a lieu d'élaborer des mesures compensatoires pour aider les familles nombreuses lors de l'achat d'un monovolume, qui est plus onéreux.

Il est évident qu'on entend par familles toute situation dans laquelle au moins un parent et un enfant cohabitent dans un contexte familial. Il est également évident que plus aucune distinction ne sera opérée entre salariés et indépendants.

À l'heure actuelle, les pouvoirs publics interviennent, par le biais des allocations familiales et de l'impôt des personnes physiques, dans le coût des enfants. Le tableau ci-dessous montre clairement que ces deux interventions cumulées sont loin de couvrir les dépenses minimales nécessaires pour élever les enfants.

1. Omdat alle kinderen gelijk zijn, moeten de belastingvrije sommen voor ieder kind gelijk zijn ongeacht zijn rang. Dat mag echter geen nivellering naar beneden toe betekenen. Grote gezinnen mogen niet het slachtoffer worden van een neerwaartse gelijkschakeling.

2. Het huwelijksquotiënt moet hervormd worden tot een gezinsquotiënt dat voortaan uitsluitend wordt voorbehouden aan gezinnen met kinderen en gezinnen die een zorgtaak opnemen voor een hulpbehoevend familielid, door de splitsingverhouding te wijzigen in 60-40 en een gezinsmodulering in te voeren van het maximaal overhevelbare plafond.

3. Gezinnen die zelf hun kleine kinderen opvangen verdienen betere ondersteuning door de forfaitaire bijkomende belastingvrije som fors op te trekken voor kinderen jonger dan drie jaar, waarvoor geen opvangkosten fiscaal worden afgetrokken.

4. Er moeten compenserende maatregelen uitgewerkt worden om grote gezinnen extra te ondersteunen bij de aankoop van een duurdere monovolumewagen als gevolg van de afschaffing van de tweederderegule in de Verkeerswet.»

Het spreekt vanzelf dat onder gezinnen verstaan wordt: Elke situatie waarin minstens één ouder en één kind in gezinsverband samenleven. Het spreekt bovendien ook voor zich dat er ook geen onderscheid meer kan gemaakt worden tussen werknemers en zelfstandigen.

Momenteel komt de overheid dus tussen in de kosten van de kinderen via de kinderbijslagen en via de personenbelastingen. In onderstaande tabel is het duidelijk dat beide tegemoetkomingen samen nog lang niet de minimumkosten voor de kinderen dekken.

Taux de couverture des allocations familiales et de l'intervention fiscale (par enfant)
(Source: communiqué de presse du 25/02/05 du *Gezinsbond*)

Âge	Coût minimum d'enfants	Rang de l'enfant	Allocations familiales	Couverture des allocations familiales	Impôt des personnes physiques Avantage fiscal	Total	Couver- ture totale
				%			%
0-5 a.	258,12	1er	75,54	29,27	26,83	102,37	39,66
		2e	139,78	54,15	50,30	190,08	73,64
		3e	208,70	80,85	127,51	336,21	130,25
6-11 a.	333,61	1er	88,70	26,59	26,83	115,53	34,63
		2e	166,02	49,76	50,30	216,32	64,84
		3e	234,95	70,43	127,51	362,46	108,65
12-17 a.	409,09	1er	101,78	24,88	26,83	128,61	31,44
		2e	179,88	43,97	50,30	230,18	56,27
		3e	248,80	60,82	127,51	376,31	91,99
18-24 a.	490,84	1er	103,73	21,13	26,83	130,56	26,60
		2e	190,77	38,87	50,30	241,07	49,11
		3e	259,69	52,91	127,51	387,20	78,88

Dekkingspercentage kinderbijslagen en fiscale tegemoetkoming (per kind)
(Bron: Persbericht 25/02/05 Gezinsbond)

Leeftijd	Minimum Kosten van Kinderen	Rang kind	Kinderbijslagen	Kinderbijslagdekking	Personenbelasting Fiscaal voordeel	Totaal	Totale dekking
				%			%
0-5 j.	258,12	1 ^{ste}	75,54	29,27	26,83	102,37	39,66
		2 ^{de}	139,78	54,15	50,30	190,08	73,64
		3 ^{de}	208,70	80,85	127,51	336,21	130,25
6-11 j.	333,61	1 ^{ste}	88,70	26,59	26,83	115,53	34,63
		2 ^{de}	166,02	49,76	50,30	216,32	64,84
		3 ^{de}	234,95	70,43	127,51	362,46	108,65
12-17 j.	409,09	1 ^{ste}	101,78	24,88	26,83	128,61	31,44
		2 ^{de}	179,88	43,97	50,30	230,18	56,27
		3 ^{de}	248,80	60,82	127,51	376,31	91,99
18-24 j.	490,84	1 ^{ste}	103,73	21,13	26,83	130,56	26,60
		2 ^{de}	190,77	38,87	50,30	241,07	49,11
		3 ^{de}	259,69	52,91	127,51	387,20	78,88

Taux de couverture moyen pondéré (allocations familiales + intervention fiscale)

Famille comptant 1 enfant: 32,82%
Famille comptant 2 enfants: 46,66%
Famille comptant 3 enfants: 64,94%

Gewogen gemiddelde dekkingspercentage (kinderbijslag + fiscale tegemoetkoming)

Gezin met 1 kind: 32,82%
Gezin met 2 kinderen: 46,66%
Gezin met 3 kinderen: 64,94%

Il est donc souhaitable que l'on s'attelle à améliorer le soutien apporté aux familles. Il va dès lors de soi qu'il conviendrait d'instaurer graduellement, dans un délai de 5 ans, des allocations familiales majorées, dans lesquelles l'avantage fiscal de l'impôt des personnes physiques serait intégré. Cette intégration est d'ailleurs défendable *a fortiori*, étant donné qu'ainsi qu'il a déjà été précisé ci-avant, dans certains cas, les familles à faible revenu ne peuvent pas profiter du tout ou ne peuvent profiter que partiellement de la réduction d'impôt pour enfants à charge. Il en va ainsi pour 7% des familles soumises à l'impôt.

4. Compétence

L'article 5, § 1^{er}, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que la politique familiale, en ce compris toutes les formes d'aide d'assistance aux familles et aux enfants, est une compétence des communautés. Comme il ressort de jurisprudence constante de la Cour d'arbitrage, le Constituant et le législateur spécial ont, pour autant qu'ils n'en aient pas disposé autrement, attribué aux communautés et aux régions pleine compétence pour édicter les règles propres aux matières qui leur ont été attribuées (Cour d'arbitrage, n° 88/67, 9 novembre 1988; Cour d'arbitrage n° 92/64, 15 octobre 1992; Cour d'arbitrage, n° 2/97, 16 janvier 1997; Cour d'arbitrage, n° 42/97, 14 juillet 1997; Cour d'arbitrage, n° 11/98, 11 février 1998; Cour d'arbitrage, n° 73/98, 17 juin 1998; Cour d'arbitrage n° 26/99, 3 mars 1999; Cour d'arbitrage n° 40/99, 30 mars 1999). L'ensemble de la politique familiale est de la compétence des communautés. Dans le cadre des matières qui leur ont été confiées sous la compétence «assistance aux personnes», les communautés sont compétentes pour instaurer des aides pécuniaires, ce qui est également confirmé par la jurisprudence de la Cour d'arbitrage (Cour d'arbitrage, n° 110/99, 14 octobre 1999).

La présente proposition de résolution est un appel visant à mener une politique familiale forte: en instaurant une intervention en faveur des ménages, et en particulier en faveur des ménages ne disposant que de faibles ressources, elle vise à compenser (partiellement) la perte de capacité financière résultant de la charge d'enfants. Il convient de considérer l'intervention défendue par la présente proposition comme une mesure de politique familiale, visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980. Eu égard aux arguments développés ci-dessus, une proposition de décret instaurant une allocation spéciale en faveur des ménages avec enfants avait initialement été déposée par Mme Marijke Dillen et M. Filip Dewinter (Doc. Parl. FI. 1999-2000, n° 393/1).

Het is dus wenselijk dat er werk wordt gemaakt van een betere ondersteuning van de gezinnen. Een graduele invoering binnen een termijn van 5 jaar van verhoogde kinderbijlagen, waarin het fiscaal voordeel van de personenbelasting rechtstreeks geïntegreerd is, ligt dan ook voor de hand. Deze integratie wordt overigens *a fortiori* verdedigbaar omdat, zoals eerder reeds gesteld, families met een laag inkomen in een aantal gevallen geen of slechts ten dele gebruik kunnen maken van de belastingvermindering voor kinderen. In totaal gaat het om 7% van de belastingplichtige gezinnen.

4. Bevoegdheid

In art. 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen staat dat het gezinsbeleid inclusief alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen een bevoegdheid van de gemeenschappen is. Zoals blijkt uit de vaste rechtspraak van het Arbitragehof hebben de grondwetgever en de bijzondere wetgever, voor zover ze er niet anders over hebben beschikt, aan de gemeenschappen en gewesten de volledige bevoegdheid toegekend tot het uitvaardigen van de regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden (Arbitragehof, nr. 88/67, 9 november 1988; Arbitragehof, nr. 92/64, 15 oktober 1992; Arbitragehof, nr. 2/97, 16 januari 1997; Arbitragehof, nr. 42/97, 14 juli 1997; Arbitragehof, nr. 11/98, 11 februari 1998; Arbitragehof, nr. 73/98, 17 juni 1998; Arbitragehof, nr. 26/99, 3 maart 1999; Arbitragehof, nr. 40/99, 30 maart 1999). De gemeenschappen zijn bevoegd voor het hele gezinsbeleid. De gemeenschappen zijn bevoegd om, binnen het kader van de aangelegenheden die hun zijn toevertrouwd onder de bevoegdheid 'bijstand aan personen', geldelijke tegemoetkomingen in te stellen. Ook dat wordt bevestigd door de rechtspraak van het Arbitragehof. (Arbitragehof, nr. 110/99, 14 oktober 1999).

Dit voorstel van resolutie is een oproep tot het voeren van een krachtig gezinsbeleid: door het invoeren van een tegemoetkoming aan gezinnen in het algemeen en aan gezinnen met een laag inkomen in het bijzonder wordt beoogd het verlies aan draagkracht van het gezin ten gevolge van de aanwezigheid van kinderen (gedeeltelijk) te compenseren. De tegemoetkoming die hier wordt bepleit, dient te worden gekwalificeerd als een maatregel van gezinsbeleid, bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Omwille van bovenvermelde argumentatie werd oorspronkelijk een voorstel van decreet van mevrouw Marijke Dillen en de heer Filip Dewinter ingediend houdende invoering van een bijzondere tegemoetkoming aan gezinnen met kinderen (Parl. St. VI. R. 1999-2000, nr. 393/1).

Cependant, à la demande du président du Parlement flamand, le Conseil d'État a rendu, le 5 juin 2001, un avis sur la proposition de décret précitée (Doc. Parl. fl. 1999-2000, n° 393/2). Il ressort de cet avis que le décret proposé règle une matière ne relevant pas de la compétence des communautés.

Les auteurs ont alors décidé de transformer la proposition de décret en proposition de loi et de la déposer à la Chambre des représentants (Proposition de loi instaurant une allocation spéciale en faveur des ménages avec enfants. DOC 50 1834/001 – 2001-2002).

Même si les modalités pratiques de la proposition précitée sont devenues obsolètes à la suite de la publication de chiffres récents par le *Gezinsbond*, le principe de base reste de mise, à savoir que les allocations en faveur des ménages avec enfants doivent subir une adaptation fondamentale.

C'est pourquoi il est demandé au gouvernement, par le biais de la présente proposition de résolution, de prendre une initiative répondant aux propositions du *Gezinsbond*.

Doch op vraag van de voorzitter van het Vlaams parlement leverde de Raad van State op 5 juni 2001 een advies over voornoemd voorstel van decreet (Parl. St. Vl. R. 1999-2000, nr. 393/2). Uit dit advies valt af te leiden «dat het voorgestelde decreet een regeling bevat die niet tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort».

Aldus hebben de indieners er destijds voor gekozen dit voorstel van decreet om te vormen tot een wetsvoorstel en het aldus in te dienen in de Kamer van volksvertegenwoordigers (Wetsvoorstel houdende de invoering van een bijzondere tegemoetkoming aan gezinnen met kinderen. DOC 50 1834/001 – 2001-2002).

Hoewel de praktische uitwerking ervan achterhaald is door het recente cijfermateriaal van de *Gezinsbond*, bleef het grondprincipe uit het genoemde voorstel overeind, namelijk dat de tegemoetkomingen aan gezinnen met kinderen fundamenteel moeten aangepast worden.

Daarom wordt de regering opgeroepen via dit voorstel van resolutie een initiatief te nemen dat aan de voorstellen van de *Gezinsbond* tegemoetkomt.

Koen BULTINCK (Vlaams Belang)

Filip DE MAN (Vlaams Belang)

Guy D'HAESELEER (Vlaams Belang)

Hagen GOYVAERTS (Vlaams Belang)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la nécessité d'une politique qui prenne en compte la pierre angulaire de la société: la famille;

B. vu la contribution importante apportée par chaque famille à la collectivité;

C. vu l'affirmation généralement admise que la mise en œuvre d'une politique familiale doit être une priorité absolue de tout gouvernement;

D. considérant que les familles doivent avoir l'opportunité d'opérer des choix de société;

E. sachant que des moyens financiers et matériels suffisants sont un point de départ important pour créer ces possibilités d'épanouissement;

F. considérant que les enfants pèsent lourdement, d'un point de vue financier, sur les ménages et leur capacité financière;

G. vu le nombre relativement important d'enfants qui vivent dans des ménages dont les fins de mois sont difficiles voire très difficiles;

H. considérant que faire en sorte que chaque famille reçoive sa part du bien-être général et de la prospérité générale constitue pourtant une mission essentielle des pouvoirs publics;

I. considérant qu'il est du devoir des pouvoirs publics de compenser efficacement et dans toute la mesure qui s'impose la perte de capacité financière dans le chef de ces familles;

J. considérant que, pour enrayer le processus de vieillissement de la population, des mesures en faveur des familles s'imposent;

K. considérant que la création d'un climat financier favorable au moyen des allocations familiales et déductions fiscales actuelles constitue un élément positif, mais certainement pas suffisant;

L. vu les calculs récents de la *Gezinsbond*, qui estime un coût moyen minimal de quelque 377,63 euros par enfant et par mois;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de noodzaak van een beleid dat rekening houdt met de hoeksteen van de samenleving: het gezin;

B. gelet op de grote bijdrage van elk gezin aan de gemeenschap;

C. gelet op de algemeen aanvaarde stelling dat het voeren van een gezinspolitiek een topprioriteit van elke regering dient te zijn;

D. gelet op het feit dat gezinnen alle kansen moeten krijgen om maatschappelijke keuzes te kunnen maken;

E. gelet op de wetenschap dat een behoorlijke financiële en materiële draagkracht een belangrijk uitgangspunt is voor het creëren van die ontplooiingskansen;

F. gelet op het feit dat kinderen financieel erg wegen op gezinnen en hun draagkracht;

G. gelet op het relatief grote aantal kinderen dat in gezinnen leeft die moeilijk tot zeer moeilijk financieel rondkomen;

H. overwegende dat het nochtans een kerntaak is van de overheid om via inkomensverdeling ieder gezin te laten delen in het algemene welzijn en de algemene welvaart;

I. overwegende dat het dan ook een plicht is om het draagkrachtverlies op een voldoende en doeltreffende wijze te compenseren;

J. overwegende dat om de vergrijzing van de bevolking tegen te gaan zich gezinsvriendelijke maatregelen opdringen;

K. gelet op het feit dat het scheppen van een gunstig financieel klimaat door middel van de huidige kinderbijslag en belastingvrije sommen, goed, maar lang niet voldoende zijn;

L. gelet op recente berekeningen van de *Gezinsbond* die wijzen op een gemiddelde minimumkost van kinderen à rato van 377,63 euro per kind en per maand;

M. considérant que les allocations actuelles sont largement inférieures à ce montant;

N. vu la nécessité d'une instauration éventuellement progressive des montants minimaux calculés intégrant directement l'avantage fiscal de l'impôt sur les personnes physiques;

O. vu la compétence du gouvernement fédéral de prendre des mesures en matière d'allocations familiales et des mesures financières en faveur des familles;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de mettre en œuvre une politique familiale qui augmente les moyens financiers des familles;

2. d'examiner l'étude de la *Gezinsbond* en tant que donnée concrète et d'y donner les suites appropriées, en tenant compte de toutes les données et de tous les besoins qu'elle fait apparaître;

3. d'instaurer un système progressif permettant d'instaurer, dans des délais relativement brefs, les montants minimaux calculés.

27 avril 2006

M. gelet op de huidige tegemoetkomingen die hier ver onder blijven;

N. gelet op de noodzaak van de eventueel graduele invoering van de berekende minimumbedragen, waarin het fiscaal voordeel van de personenbelasting rechtstreeks dient geïntegreerd te zijn;

O. gelet op de bevoegdheid van de federale regering om maatregelen te nemen inzake kinderbijslagen en financiële maatregelen ten gunste van het gezin;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. een gezinspolitiek te voeren die de financiële draagkracht van het gezin vergroot;

2. de studie van de *Gezinsbond* als concreet gegeven te bestuderen en er het passende gevolg aan te geven, rekening houdend met alle gegevens en behoeften die er uit blijken;

3. een gradueel systeem in te voeren om op relatief korte termijn de berekende minimumbedragen te kunnen invoeren.

27 april 2006

Koen BULTINCK (Vlaams Belang)
Filip DE MAN (Vlaams Belang)
Guy D'HAESELEER (Vlaams Belang)
Hagen GOYVAERTS (Vlaams Belang)